
POLITIQUE

Zonage agricole

■ Henriette Martinez, qui avait interpellé le ministre de l'Agriculture sur le projet de révision des zones défavorisées simples, vient d'être informée par Bruno Le Maire que la France n'acceptait pas en l'état les propositions de zonage envisagées par Bruxelles. Les critères de zonage ainsi proposés par l'Union européenne excluraient un tiers du territoire français du bénéfice des aides et plus particulièrement 30 % des exploitations situées en zones défavorisées simples, notamment en zone de montagne.
